

Le soutien à l'Espace Rousseau dépasse les clivages politiques

Subvention - Anonymes et scientifiques signent pour son maintien.

laurence naef

Publié le 06 avril 2006



Il signait «Citoyen de Genève». Jean-Jacques Rousseau n'en était pas moins extrêmement critique envers la Cité. Est-ce la raison pour laquelle elle a tant de peine à lui rendre hommage et à lui consacrer un lieu digne de son nom? C'est ce que pensent ceux qui défendent l'existence de l'Espace Rousseau, créé il y a trois ans dans la maison qui l'a vu naître au 40, Grand-Rue. On le sait, l'endroit est fermé depuis trois mois, depuis que la Fondation n'a plus les moyens d'entretenir ce qui n'est pas un musée mais un «itinéraire audiovisuel». Un endroit digne d'intérêt, sans être spectaculaire, qui a vu 17'000 visiteurs s'y arrêter.

Espace Rousseau. Gérald Sapey, président de fondation, remet la pétition riche de 1500 signatures à la sautière - © L. Guiraud

Jean Spielmann et Michel Halpérin

Gérald Sapey, son président, défend son existence bec et ongles. Il est soutenu par tous les membres et par des nouveaux venus, tel Jean Spielmann, ancien conseiller national PdT ou Michel Halpérin, président du Grand Conseil. «On ne peut pas continuer à ignorer l'homme que le monde entier célèbre pour son Contrat social.»

Hier, c'est une pétition, riche de 1500 signatures, qui a été déposée en main de la sautière de la République pour qu'elle la transmette au Conseil municipal de la Ville et au Grand Conseil. Une pétition qui demande aux autorités de donner le coup de main - 150 000 francs - nécessaire au maintien de l'Espace et d'encourager sponsors et mécènes. «Cette pétition, signée notamment par une centaine de membres de la communauté savante, suisse et étrangère, ne fait pas doublon avec la motion que nous traitons actuellement», affirme Florence Kraft-Babel, présidente de la Commission municipale des arts et de la culture.

La commission, qui a déjà entendu de nombreuses personnes, doit encore auditionner le conseiller d'Etat Mark Muller, en charge du Département des constructions. Si la subvention est demandée à la Ville, plus généralement en charge des affaires culturelles, c'est l'Etat qui détient l'immeuble où Rousseau est né.

«Il est donc important de savoir ce que le conseiller d'Etat pense de ce dossier, de l'importance de l'Espace Rousseau, explique Mme Kraft-Babel. Et savoir si, dans l'hypothèse où il s'agrandirait en Maison Rousseau, d'autres étages pourraient être libérés, actuellement occupés par les services du Mémorial du Grand Conseil.»

Au stade actuel, le débat est chaud. «Il est surtout plus politique que financier», assurent tous les sympathisants.